

COMMUNIQUE DE PRESSE

Enquête sur les violences sexistes et sexuelles dans 46 universités et centres de recherche en Europe

Près de deux étudiants et membres du personnel sur trois ayant répondu à l'enquête UniSAFE ont subi au moins une forme de violence sexiste ou sexuelle depuis qu'ils ont commencé à étudier ou à travailler dans leur établissement.

De janvier à mai 2022, les membres du personnel et les étudiants de 46 universités et organismes de recherche en Europe ont participé à l'enquête UniSAFE portant sur la violence sexiste et sexuelle en milieu universitaire. Il s'agit de la plus grande enquête menée à ce jour dans l'Espace européen de la recherche, avec plus de 42 000 réponses collectées. L'enquête a été menée par GESIS - Institut Leibniz pour les sciences sociales en étroite collaboration avec l'université Oxford Brookes et l'université d'Örebro, dans le cadre du projet UniSAFE, une collaboration de recherche entre neuf partenaires européens.

UNE COMPRÉHENSION GLOBALE DE LA VIOLENCE SEXISTE ET SEXUELLE

Une caractéristique unique de cette enquête est son approche holistique de l'investigation de la violence sexiste et sexuelle. L'enquête s'est attachée à refléter les expériences genrées de la violence, qu'elle soit physique, sexuelle, psychologique ou économique, ainsi que les formes de violence en ligne. L'enquête s'est également intéressée aux recoupements avec la situation individuelle des personnes interrogées, comme leur orientation sexuelle, leur âge, leur appartenance à une minorité ethnique, leur handicap et leur mobilité internationale, entre autres. Les conséquences de ces expériences sur le bien-être, la carrière et les études des répondants ont aussi été étudiées.

"La violence sexiste et sexuelle est un problème systémique qui touche les institutions universitaires tout autant que d'autres parties de la société. Les données que nous avons recueillies dans le cadre de l'enquête de prévalence UniSAFE montrent clairement que cette violence existe partout et pour tous les genres. Notre ensemble de données collectées permet de mieux comprendre l'ampleur et l'impact du problème dans le monde universitaire. Les universités qui coopèrent avec UniSAFE ont fait un pas important en montrant leur ouverture au développement de contre-mesures fondées sur des données factuelles. Je suis ravie qu'avec cette enquête, nous puissions soutenir ce développement au travers des données collectées".
Dr Anke Lipinsky, GESIS - Institut Leibniz pour les sciences sociales, responsable de l'enquête UniSAFE.

PRÈS DE DEUX RÉPONDANTS SUR TROIS ONT SUBI DES VIOLENCES SEXISTES

Dans l'ensemble, les résultats montrent que 62% des répondants à l'enquête a subi au moins une forme de violence sexiste ou sexuelle depuis le début de leur travail ou études dans leur établissement. Les femmes (66 %) et les personnes non binaires (74 %) sont plus susceptibles que les hommes d'avoir subi toute forme de violence, à l'exception de la violence physique que les personnes non binaires et les hommes sont plus nombreux à signaler. En outre, les répondants s'identifiant comme LGBTQ+ (68%), ayant déclaré un handicap ou une maladie chronique (72%) ou appartenant à un groupe ethnique minoritaire (69%) sont plus susceptibles d'avoir subi au moins un incident de violence sexiste, par rapport à ceux qui ne s'identifient pas à ces caractéristiques.

"Je savais qu'il y aurait beaucoup de personnes ayant subi des violences sexistes ou sexuelles, mais j'ai été surprise par l'ampleur du problème, puisque deux personnes sur trois déclarent avoir subi au moins une forme de violence sexiste ou sexuelle. Je m'attendais également à ce que les personnes non binaires et les personnes appartenant aux communautés LGBTQ+ soient touchées de manière disproportionnée. Avec un tel nombre de réponses à cette enquête, nous sommes maintenant en mesure de fournir des données et des preuves qui peuvent être utilisées pour s'attaquer à ce problème." Pr Anne Laure Humbert, directrice du Centre for Diversity Policy Research and Practice de l'université Oxford Brookes.

UN RÉPONDANT SUR TROIS A ÉTÉ VICTIME DE HARCÈLEMENT SEXUEL

La violence psychologique est signalée comme la forme de violence la plus répandue (57 %). En outre, près d'un étudiant ou employé sur trois déclare avoir été victime de harcèlement sexuel au sein de son établissement (31 %), tandis que 6 % des répondants a subi des violences physiques et 3 % des violences sexuelles. Un répondant sur dix a déclaré que son travail ou ses études ont été affectés par la violence économique.

FAIBLE SIGNALEMENT DES INCIDENTS DE VIOLENCE SEXISTE

Parmi les répondants ayant subi des violences sexistes, seuls 13% les ont signalées. Près de la moitié des victimes (47%) a expliqué qu'elles ne savaient pas si le comportement était suffisamment grave pour être signalé. Une autre raison fréquente indiquée par 31% des victimes est qu'au moment de l'incident, elles n'ont pas identifié le comportement comme un acte de violence.

ORGANISATIONS PARTICIPANTES

L'enquête en ligne UniSAFE a été administrée au personnel et aux étudiants (âgés de 18 ans et plus) de 46 universités et organismes de recherche dans 15 pays d'Europe : Belgique, République tchèque, Finlande, France, Allemagne, Islande, Irlande, Italie, Lituanie, Pologne, Serbie, Espagne, Suède, Turquie et Royaume-Uni, et auprès d'une association internationale de chercheurs mobiles. Ces institutions sont toutes impliquées dans le projet UniSAFE sur une base volontaire, dans un effort commun pour réduire de manière substantielle les violences sexistes et sexuelles.



UNISAFE

UniSAFE vise à soutenir l'enseignement supérieur, les organismes de recherche et les décideurs politiques dans l'éradication de la violence sexiste et sexuelle dans l'espace de recherche européen. Le projet produit des connaissances approfondies sur la violence sexiste dans les organismes de recherche et les universités en analysant sa prévalence, ses déterminants sociaux, ses antécédents et ses conséquences aux niveaux national, organisationnel et individuel. Les données anonymes issues de l'enquête seront analysées de près, de même que les résultats d'entretiens approfondis avec des chercheurs en début de carrière, une série d'études de cas institutionnels, ainsi qu'une évaluation des cadres politiques et juridiques. Ces informations alimentent l'élaboration d'un rapport d'analyse multi-niveaux, disponible publiquement en décembre 2022. D'ici l'automne 2023, le projet débouchera sur un ensemble de recommandations politiques et d'outils opérationnels qui seront repris par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Résumé des résultats de l'enquête disponible sur <https://unisafe-gbv.eu/>

CONTACT PRESSE

Colette Schrodi, chargée de communication UniSAFE : [cschrodi\[at\]esf.org](mailto:cschrodi[at]esf.org)

